

## **Séance plénière 2 : L'établissement d'une coalition**

**Format :** Exposé en séance plénière  
Groupes de discussion

### **Objectifs :**

- Examiner les rôles de la législature, les responsabilités et les relations dans le contexte de la gouvernance de la sécurité.
- Comparer et contraster les processus, les défis et les succès dans la création d'ententes pour la coopération interministérielle vs la coopération intraministérielle.
- Examiner les rôles, les relations et les communications au sein du gouvernement et entre le gouvernement et la société civile dans le contexte du secteur de la sécurité.

### **Contexte :**

La sécurité est l'un des plus importants services publics qu'un état offre à ses citoyens. Il est donc essentiel que les citoyens soient en mesure de façonner les objectifs de sécurité nationale. Une façon d'atteindre cet objectif est d'entreprendre de vastes consultations, tant à l'intérieur et à l'extérieur du gouvernement. L'établissement et le maintien de coalitions efficaces sont ensuite essentiels pour apporter des changements structurels dans le secteur de la sécurité.

Une approche de l'ensemble du gouvernement à l'égard des défis du secteur de la sécurité, bien que nécessaire, est insuffisante, à moins que les médias, la société civile et le secteur privé ne soient pris en compte. Les réformistes sont donc encouragés à entreprendre une approche de l'ensemble de la *société* en faisant pression sur tous les intervenants pour réaliser les objectifs de la RSS. Tous les intervenants au sein du gouvernement, à tous les niveaux appropriés, nationaux, régionaux et locaux, dont les activités ont un impact sur la capacité d'un État à assurer la sécurité des citoyens, doivent avoir une voix dans le processus. Améliorer la coordination et briser les cloisonnements bureaucratiques fait partie de la réforme du secteur de la sécurité, tant à l'intérieur et entre les ministères.

Les citoyens doivent également avoir la possibilité de faire entendre leur voix, soit directement ou indirectement. La participation directe peut prendre la forme de présentations individuelles ou de réunions de type assemblée publique. La participation indirecte est souvent faite à travers des organisations représentant les femmes, les jeunes, les travailleurs, etc. À cette fin, la société et les médias jouent un rôle important en fournissant un mécanisme de retour d'informations entre les peuples et les États.

L'objectif est de garantir que l'ensemble des citoyens et des groupes participent et ont un intérêt dans le processus.

### **Questions de la discussion :**

- Quels processus sont en place dans votre pays pour trouver et faire participer une large variété d'intervenants, y compris la société civile, dans les processus de gouvernance du secteur de la sécurité ?
- Dans quelle mesure les parties prenantes civiles sont-elles habilitées à communiquer leurs vues sur des questions de sécurité ?
- Quels mécanismes sont en place pour recueillir toutes les voix et les intégrer dans les décisions clés et les priorités touchant la gouvernance ?
- Quels rôles la législature pourrait-elle avoir dans la surveillance du secteur de la sécurité ? Quels sont les défis à la mise en œuvre efficace de cette surveillance ?
- Quel rôle la société civile joue-t-elle dans la gouvernance et dans la surveillance du secteur de la sécurité ? Comment les tensions entre la société civile et le secteur de la sécurité peuvent-elles être atténuées et les communications améliorées ?

### **Lectures recommandées :**

*Cadre de la politique de l'Union africaine en matière de réforme du secteur de la sécurité*, 2013.

<http://www.peaceau.org/uploads/au-policy-framework-on-security-sector-reform-a-ssr.pdf> <http://www.peaceau.org/uploads/ua-cadre-d-aorientation-sur-la-reforme-du-secteur-de-la-securite.pdf>

Communication pour le programme de gouvernance et de responsabilité,

« l'établissement d'une coalition », Banque mondiale.

<http://siteresources.worldbank.org/EXTGOVACC/Resources/CoalitionBuildingweb1.pdf>

Document d'information sur les parlements, les rôles et les responsabilités dans la bonne gouvernance du secteur de la sécurité, la réforme du secteur de la sécurité, DCAF, 2015. En anglais et en français : <http://www.dcaf.ch/parliaments-roles-and-responsibilities-good-security-sector-governance>